

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de **restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires** en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

JUILLET-AOUT 1965 - 3^e Année - N° 23

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

Les "Constructeurs" de Parti Perles confédérales

Dans les partis qui continuent à se prétendre « communistes » au mépris de toute vraisemblance il n'existe plus aujourd'hui la moindre trace du magnifique mouvement révolutionnaire né de la révolution russe d'octobre 1917. Le « communisme » officiel s'est ravalé au niveau d'une agence électorale, avant tout préoccupée de « faire » des voix aux élections et répandant largement dans ce but les mots d'ordre les plus caractéristiques de la petite-bourgeoisie : Démocratie, Progrès, Paix et Grandeur nationale ! De dictature du prolétariat de révolution communiste, de guerre sociale ou d'internationalisme prolétarien il n'est plus question, même en paroles.

L'horizon est aussi sombre du côté des syndicats. Malgré leurs différences d'étiquette ou de phraseologie, tous enferment la lutte économique dans l'étroitesse corporative, délaissent la grève au profit des négociations et ne recourent à une parodie stérile de grève, les arrêts de travail partiels et limités qui « font mal » seulement aux ouvriers, que lorsqu'il faut absolument lâcher un peu de vapeur pour empêcher la chaudière sociale d'éclater. Par ailleurs, si les uns — C.F.D.T. et F.O. — perçoivent avec gratitude les subventions gouvernementales, les autres — C.G.T. — protestent vigoureusement parce que l'Etat de la bourgeoisie ne s'est pas encore décidé à payer leurs services.

Etouffant ou canalisant la lutte de classe que, bon gré mal gré, le capitalisme ne peut qu'entretenir, partis et syndicats « ouvriers » jouent donc le rôle d'organes-tamppons de la société capitaliste : le syndicat en divisant les ouvriers par catégories et par entreprise, les partis en les enjambant dans le carcan d'une idéologie et d'une pratique conservatrices.

Constatant cela, au moins superficiellement, n'est pas chose si difficile. Le dégoût de la politique manifesté par nombre d'ouvriers, leur méfiance — pour ne pas dire plus — à l'égard des syndicats (25 pour cent seulement des salariés sont syndiqués) en sont la preuve éclatante.

**

Mais cette indifférence des masses ouvrières à l'égard de la politique, si elle est la conséquence directe de la politique menée par les partis opportunistes, traduit également l'impuissance actuelle du prolétariat à surmonter, même de façon embryonnaire, cette « politique »-là.

Même si l'ampleur et la durée du phénomène actuel sont sans précédent, ce n'est pas la première fois que le mouvement connaît pareille démission, pareille trahison des partis et syndicats qui se réclament de lui. Minée depuis longtemps par le réformisme et le révisionnisme, l'Internationale Socialiste passa avec armes et bagages au service de la conservation sociale lorsqu'éclata la première guerre mondiale. Ce fut l'union sacrée, la participation de ministres « socialistes » aux gouvernements de la bourgeoisie en guerre. Tout l'édifice de la doctrine et de l'organisation socialistes semblait par-

tout s'écrouler et l'on assista à cette ahurissante « rectification de tir » : pour le prolétaire français, l'ennemi n'était plus le bourgeois français, mais bien le prolétaire allemand mobilisé. La solidarité patriotique remplaçait la solidarité internationale de classe.

A cette trahison de la vieille Internationale, les marxistes révolutionnaires répliquèrent en 1919 par la création de l'Internationale Communiste. La lutte théorique, politique et pratique des fractions de gauche de l'Internationale Socialiste contre la gangrène réformiste et révisionniste en avait depuis longtemps frayé la voie. La victoire révolutionnaire en Russie, l'agitation qu'elle propageait dans toute l'Europe firent le reste. Mais l'Internationale Communiste n'était pas, à la lettre, une nouvelle Internationale. Sa tâche essentielle fut de restaurer, de reprendre, de défendre le programme et la pratique du marxisme révolutionnaire, abandonnés et trahis par les social-démocrates. Il fallait retourner aux sources tout en réglant son compte au passé social-démocrate. L'Internationale s'était écroulée, une autre devait naître. Mais son acte de naissance ne pou-

vait qu'être la dénonciation des erreurs de l'ancienne ; il fallait montrer leur enchaînement, prouver qu'elles provenaient d'autant de déviations à l'égard du marxisme orthodoxe et du même coup tenter de prémunir la nouvelle contre le retour des mêmes erreurs, des mêmes trahisons.

Même si la dégénérescence actuelle du « communisme » officiel atteste que les fondateurs de l'Internationale Communiste ne purent aller jusqu'au bout de leur tâche, l'œuvre qu'ils réalisèrent est grandiose. Contre le réformisme, la croyance petite-bourgeoise à l'ouverture d'une période de progrès ininterrompus dans une ambiance de démocratie toujours plus large, ils proclamèrent l'impérieuse nécessité de la lutte de classe, hors de l'arène parlementaire, pour la conquête révolutionnaire du pouvoir. Contre le légalisme et le respect paralysant de la sacro-sainte démocratie, ils revendiquèrent hautement cette dictature du prolétariat qui est le nœud vital de tout le système marxiste, comme Marx lui-même l'affirmait énergiquement. Contre le patriotisme religieusement entretenu par les bon-

(Suite en page 2)

Lénine, la guerre et la paix

Les confusionnistes « communistes » prétendent avoir découvert une façon et des moyens efficaces pour soustraire l'humanité à la menace permanente de la guerre : le désarmement, les accords pour interdire les armes nucléaires, les appels aux bons sentiments des gouvernements, les pétitions en faveur de la paix, les dialogues avec les catholiques et enfin, l'union des socialistes de toutes nuances. Ces mêmes confusionnistes prétendent appuyer les peuples coloniaux en lutte contre l'impérialisme en leur offrant des volontaires « quand ce sera nécessaire », ou des vivres, du matériel chirurgical et autre, et ils oublient qu'il faut combattre pour détruire et non pour réformer les monstres impérialistes qui écrasent les peuples de couleur, alors qu'un seul coup de l'immense prolétariat des pays avancés suffirait à anéantir leur puissance. Ils ont l'impudence de se dissimuler derrière le nom et l'autorité de Lénine au moment même où ils en trahissent tous les enseignements. Contre cette méprisable engance, c'est donc à Lénine lui-même qu'il faut donner la parole pour la mieux confondre :

« La guerre n'est pas née de la mauvaise volonté des rapaces capitalistes bien que, sans aucun doute, elle se fasse uniquement dans leur intérêt et s'enrichisse qu'eux-mêmes. Elle a été engendrée par un demi-siècle de développement du capitalisme mondial, par la multitude infinie de ses liens et de ses attaches. Il est impossible de s'arracher à la guerre impérialiste, impossible d'obtenir une paix non imposée par la violence, sans renverser le pouvoir du Capital, sans

faire passer le pouvoir à une autre classe, au prolétariat.

« La révolution russe de février-mars 1917 a marqué le début de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Cette révolution a fait le premier pas vers la cessation de la guerre. Seul le second pas — le passage du pouvoir au prolétariat — peut en assurer la cessation. Ce sera dans le monde entier le début de la « rupture du front », du front des intérêts du Capital, et ce n'est qu'en rompant ce front que le prolétariat peut soustraire l'humanité aux horreurs de la guerre et lui dispenser les bienfaits d'une paix durable... »

Est-ce clair, ô théoriciens de la voie pacifique !

« Appels platoniques aux ouvriers de tous les pays ; vaines assurances d'attachement à l'internationalisme, tentatives directes ou indirectes d'établir « un tour » pour l'action du prolétariat révolutionnaire dans les divers pays belligérants ; recherche laborieuse d'une « entente » entre les socialistes des pays belligérants à propos de la lutte révolutionnaire ; organisation taapeuse de congrès socialistes en vue d'une campagne pour la paix etc... : tout cela n'est, par sa valeur objective (si sincères que soient les défenseurs de ces idées, de ces tentatives ou de ces plans), tout cela n'est que verbiage ou, dans le meilleur des cas, souhaits innocents et bien intentionnés propres uniquement à voiler la duperie des masses par les chauvins... »

« Il n'est qu'un seul et unique internationalisme réel : travailler avec abnégation au développement

de la tradition prolétarienne d'avant 1914 (référence frauduleuse, car seul le sigle de la C.G.T. n'a pas changé depuis cette époque) le 35^e Congrès de la grande centrale ouvrière a affirmé : « C'est sur ses positions de classe et d'unité que nous poursuivons l'action ». Voyons comment : quelques citations empruntées au rapport confédéral y suffiront.

A propos de la « récession provoquée par le pouvoir » et « due à l'insuffisance du pouvoir d'achat » : « C'est dire, de ce point de vue aussi à quel point notre action pour l'augmentation générale des salaires correspond à l'intérêt national »

A propos de « l'attaque de grande envergure du patronat » : « Les travailleurs ont à faire face à une résistance plus forte et plus coordonnée du patronat et ressentent les besoins d'une riposte appropriée à cette situation. C'est pourquoi la Commission exécutive de la C.G.T. a décidé, le 12 janvier dernier, de s'adresser au Conseil national du Patronat français pour lui demander une discussion. »

A propos de la tactique, et après qu'ait grandi l'idée du « tous ensemble » : « Est-ce à dire, pour autant, que les luttes ne peuvent et ne doivent avoir qu'un caractère

d'ensemble ? De toute évidence, non. Les luttes particulières d'entreprise, de service ou de catégories sont toujours, en toute circonstance, nécessaires ».

A propos de la stratégie : « Le pouvoir frappe non seulement la classe ouvrière, mais lèse aussi d'autres couches de la population laborieuse, en particulier la petite paysannerie » « ...la classe ouvrière a besoin de s'allier avec les autres couches populaires »

A propos du programme : Mettre en œuvre un véritable plan de développement économique et social, démocratiquement élaboré et contrôlé, avec une participation efficace des travailleurs et des syndicats dans l'intérêt du pays, des travailleurs et du progrès. »

Ainsi après l'échec cuisant des grèves d'entreprise et de catégories chez Peugeot et Berliet, après le fiasco des « oppositions démocratiques » au gaullisme, après les beaux résultats du productivisme capitaliste, la C.G.T. continue à défendre les grèves partielles, l'union avec les couches populaires, le « développement économique » et l'intérêt national. Jusqu'à quand les prolétaires se laisseront-ils traîner dans cette voie de défaite et de reniement ?

du mouvement et de la lutte révolutionnaires dans son pays, soutenir (par la propagande, par la sympathie, par une aide matérielle) cette même lutte cette même ligne et elle seule, dans tous les pays sans exception.

« Tout le reste n'est que mensonge et sentimentalisme doucereux. »

Est-ce clair, ô théoriciens de « l'unification socialiste » ?

« Quiconque se contente de présenter des « revendications » aux gouvernements bourgeois pour qu'ils signent la paix ou « expriment la volonté de paix des peuples », etc., glisse en fait vers le réformisme. Car, objectivement, le problème de la guerre ne se tranche que sur le plan révolutionnaire. »

« On ne saurait sortir de la guerre pour établir une paix non imposée par la violence, pour affranchir les peuples de la servitude des milliards d'intérêts à payer à Messieurs les capitalistes qui se sont enrichis grâce à la guerre, on ne saurait en sortir autrement que par la révolution du prolétariat. »

(Les tâches du prolétariat dans notre révolution, 10 avril 1917).

Est-ce clair, vous tous qui préchez le « désarmement » ?

Mais répondront les confusionnistes, vous n'êtes que quatre chats ! Votre « internationale », votre « parti mondial » ne sont rien ! Donnons encore une fois la parole à Lénine qui, dans le même écrit, parle de la nécessité de fonder une nouvelle Internationale, la véritable Internationale révolutionnaire du prolétariat :

« C'est l'Internationale des « internationalistes de fait »... Eux, et eux seuls sont les représentants des masses internationalistes révolutionnaires, et non les corrupteurs de ces masses.

« Ces socialistes sont peu nombreux, mais que chaque ouvrier russe se demande si, à la veille de la révolution de février-mars 1917, il y avait beaucoup de révolutionnaires conscients en Russie !

« Ce n'est pas le nombre qui importe, mais l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de « proclamer » l'internationalisme ; c'est de savoir être, même dans les temps les plus difficiles des internationalistes de fait... Mieux vaut rester à deux comme Liebknecht (député socialiste de gauche allemand qui refusa le vote de crédits de guerre au gouvernement du Kaiser en 1914 et qui, en 1919, périt assassiné par les agents de la bourgeoisie), car c'est rester avec le prolétariat révolutionnaire. »

Les confusionnistes peuvent bien être des millions, ces millions ne servent jamais qu'à appuyer le régime en vigueur au lieu de le détruire !

Nous, comme Lénine et comme Liebknecht, nous sommes prêts à rester isolés, afin de pouvoir faire entendre au prolétariat la voix révolutionnaire. Nous ne craignons pas de rester « quatre chats » dans la certitude qu'un jour ces « quatre chats » deviendront les milliers et milliers de prolétaires révolutionnaires qui débarrasseront pour toujours le monde du capitalisme et des guerres.

(Suite de la 1^{re} page)

zes social-démocrates, ils redisaient avec le Manifeste que « les prolétaires n'ont pas de patrie » et que l'ennemi, la bourgeoisie et ses alliés, est à l'intérieur des frontières nationales. Contre les rêveries pacifistes, ils montraient que seule la guerre sociale pouvait mettre fin aux guerres impérialistes par la destruction radicale du seul véritable « fauteur de guerre » : le capitalisme.

**

Près d'un demi-siècle plus tard nous nous trouvons face à une situation pire encore que celle que connurent les révolutionnaires lors de l'effondrement de l'Internationale Socialiste. Aujourd'hui, en effet, ne se dessine pas encore un mouvement de réaction à la dégénérescence « communiste » un tant soit peu comparable, par son extension, à celui qui porta à la fondation de l'Internationale Communiste, pas plus qu'aucun phénomène social actuel ne peut être comparé, même de très loin, à la révolution russe, quoi qu'en pensent les admirateurs béats des révolutions anti-coloniales.

Que faire alors ? Les bonnes volontés, en apparence du moins, ne manquent pas tout à fait dans le camp de ceux qui sont — ou croient être — des révolutionnaires.

Les groupes ou les groupements pullulent, s'agitent... mais ne font précisément que cela. C'est probablement la caractéristique la plus profonde d'une période contre-révolutionnaire que les enseignements d'une histoire maintenant plus que séculaire de lutte du prolétariat soient comme effacés. Dédaignant le passé, désorientés par le présent, incapables de saisir exactement pourquoi on en est là, les groupes qui prétendent réagir à la dégénérescence du mouvement ouvrier se jettent le plus souvent dans les mêmes erreurs qui portèrent à la tombe l'Internationale Communiste après l'Internationale Socialiste, quand ce n'est pas dans des erreurs plus anciennes encore. Le groupe qui édite le journal « Voix Ouvrière » est un cas typique de cette attitude, et nous le citons précisément parce que tout ce qui peut être dit à son propos s'applique également à beaucoup d'autres.

Si toute période contre-révolutionnaire engendre un scepticisme général envers la théorie révolutionnaire, qui pourrait prétendre que les révolutionnaires doivent partager ce scepticisme ? Seulement ceux qui, même s'ils se prétendent révolutionnaires, ont succombé en fait au défaitisme qui accable la masse. C'est bien là le fond des positions de « Voix Ouvrière » : mettons la théorie entre parenthèses et retrouvons nos manches pour l'action.

Agir ? mais comment, dans quel but, dans quelles conditions exactement, dans quelle direction ? Comment le savoir si les questions théoriques ne sont mêmes pas effleurées ? Récemment, à la fin d'une conférence organisée par la « Voix Ouvrière » sur la « reconstruction du parti révolutionnaire », nous avons posé une question à propos de la dégénérescence de l'Internationale Communiste et de la nature exacte de la société russe actuelle ; nous avons obtenu cette réponse, effarante si l'on songe un instant qu'elle émane de gens qui prétendent travailler à la reconstruction d'un parti révolutionnaire : « c'est là une question sur laquelle on pourrait discuter longuement sans se mettre d'accord, il n'est donc pas utile que nous formulions notre position » ! Ce qui signifie en clair : « nous n'avons pas de positions théoriques, pas de positions définies sur les problèmes historiques les plus brûlants de l'histoire du prolétariat, ou tout au moins tout cela nous apparaît comme secondaire. Nous, nous agissons. » Chez ces constructeurs de parti, la théorie révolutionnaire apparaît comme une sorte de nébuleuse philosophique dont chacun doit faire son affaire personnelle. C'est de l'action que jallera la lumière ! Qu'une telle séparation artificielle entre théorie et action soit à mille lieux de ce bolchévisme dont la « Voix Ouvrière » se gargarise, voilà qui ne semble pas la gêner.

Les "Constructeurs" de Parti

Mais de quelle « action » s'agit-il, enfin ? La grande fierté de « Voix Ouvrière » c'est d'avoir créé des feuilles d'usines paraissant tous les quinze jours et consacrées pour moitié à un éditorial général — mais le plus souvent syndical — et pour l'autre moitié à des échos de l'entreprise où le bulletin est diffusé. Voilà l'action-modèle, le moyen enfin trouvé de constituer l'ossature du futur parti révolutionnaire ! Nous ne nions pas un instant l'importance décisive de la propagande révolutionnaire chez les ouvriers, ni la nécessité de travailler à la formation de ce type de militant ouvrier, lié à la masse et capable d'appliquer les principes généraux du parti révolutionnaire dans tous les épisodes de la lutte quotidienne du prolétariat, de les traduire en mots d'ordre, de montrer toujours le lien entre les revendications immédiates et les revendications historiques. Ce que nous nions le plus catégoriquement du monde, c'est que la diffusion de feuilles d'usines au contenu essentiellement syndical puisse, à elle seule, créer ce type de militant alors que ceux-là même qui rédigent et diffusent ces feuilles professent un superbe dédain pour la théorie, les principes, les enseignements de l'histoire du mouvement ouvrier.

Se réclamant abusivement du bolchévisme, « Voix Ouvrière » pratique au fait l'« Economisme ». On appelait ainsi en Russie le mouvement qui prétendait que l'essentiel était l'action spontanée des ouvriers sur le terrain des revendications économiques et espérait que se forme automatiquement sur cette base une « conscience socialiste ». C'est contre cette position que se forma l'embryon du parti bolchévique, contre ce culte de la « spontanéité », contre cette prétention de faire dériver la conscience socialiste de la seule lutte syndicale. « Que faire ? », la fameuse brochure de Lénine démolit ces vues des « économistes » en affirmant que la doctrine socialiste, le programme et les mots d'ordre qui en découlent doivent être introduits dans le mouvement ouvrier, que seul un parti politique peut mener à bien cette tâche en unifiant mille épisodes de lutte immédiate dans une seule lutte politique.

Pour les marxistes la notion de parti politique révolutionnaire ne se réduit pas à l'aspect formel des choses, à l'« organisation » en tant que telle. Organiser des ouvriers ne peut être une fin en soi ; on ne peut s'attendre que, du seul fait de cette organisation, naisse comme par miracle un programme. Le parti révolutionnaire, ou bien réalise, même de façon embryonnaire, l'union de la théorie et de la pratique, du programme et de l'organisation (ce qui suppose évidemment qu'il possède un programme et non un ramassis inconsistant et volontairement vague de mots d'ordre, dans le style de « Voix Ouvrière »), des leçons du passé et des directives pour le présent, ou bien le parti n'existe tout simplement pas, même virtuellement.

**

La dégénérescence complète du « communisme » officiel est un fait. Ceux qui prétendent reconstruire sur ses ruines ne peuvent esquiver les questions fondamentales que pose un tel phénomène historique aux militants révolutionnaires, en se réfugiant dans un activisme sans principes. La doctrine marxiste a-t-elle fait faillite en même temps que l'Internationale Communiste ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi a-t-elle succombé ? Refuser de répondre tout en prétendant au titre de « constructeur » de parti serait simplement ridicule si cela ne risquait de fourvoyer dans la confusion et le défaitisme une jeunesse que son impatience naturelle et son dégoût du conformisme « communiste » poussent à l'action.

La longueur de la dégénérescence et sa profondeur nous imposent une rigueur accrue si nous ne voulons pas construire sur le sable. A l'exemple des fondateurs de l'Internationale Communiste nous devons rétablir le marxisme authentique

et tirer les leçons de l'effondrement du mouvement communiste. Nous ne pouvons évidemment, dans le cadre limité de cet article, donner une vue d'ensemble de nos positions. Essayons tout au moins d'en tracer rapidement l'ossature.

Nous revendiquons toute l'œuvre de restauration de la doctrine marxiste menée à bien par l'Internationale Communiste à ses débuts : sa démolition du réformisme social-démocrate, que nous avons évoquée plus haut, s'applique mot pour mot au réformisme actuel du « communisme » officiel. Il reste que la vague révolutionnaire qui suivit la première guerre mondiale n'aboutit à aucun succès durable, laissant isolé le pouvoir révolutionnaire russe. Cet isolement lui fut fatal : ne pouvant, dans ce pays arriéré, passer aux premières mesures socialistes sans l'aide de la révolution européenne victorieuse, il était contraint de hâter le développement industriel du pays et de promouvoir une réforme agraire qui, l'un comme l'autre, allaient dans le sens d'un développement capitaliste comme les Bolchéviks le savaient et le disaient. Cette situation anormale d'un Etat prolétarien coiffant une société en voie de développement capitaliste ne pouvait s'éterniser, malgré tous les

efforts de l'Etat pour contrôler l'économie. En l'absence de toute aide extérieure l'Etat ne pouvait que se mettre au d'apason de la société : ce fut l'œuvre de la contre-révolution stalinienne qui fit de l'Etat russe un Etat national, agent réel de l'accumulation capitaliste en Russie, sous le couvert d'une prétendue « construction du socialisme dans un seul pays ». L'Etat russe actuel n'est donc qu'un Etat capitaliste ordinaire, jouant sa partie dans le concert impérialiste.

Si la défaite de toutes les tentatives révolutionnaires du premier après-guerre impliquait nécessairement, à plus ou moins brève échéance, la chute du pouvoir prolétarien en Russie, elle n'explique pas encore que la défaite se soit transformée en une déroute telle que l'Internationale elle-même soit dissoute. Les erreurs commises par l'Internationale jouent dans ce domaine un rôle déterminant. Tenaillée par la hâte de voir triompher à bref délai une révolution en Europe, elle commit dans le domaine tactique une série d'erreurs qui, amplifiées par l'immaturité de la plupart des partis communistes occidentaux créés trop rapidement en englobant, pour faire nombre et au mépris de l'homogénéité pourtant essentielle, des chefs et

des groupes entiers mal dégagés du social-démocratie, transformèrent les défaites sur le terrain de la lutte de classe en une déroute qui ne laissa finalement plus rien intact, ni de l'organisation, ni de ses principes. Une excessive mollesse dans la sélection des militants communistes, la multiplication dans ce domaine des cas particuliers, une trop grande souplesse tactique, une trop grande marge laissée à la manœuvre politique perdirent l'Internationale qui, de tournant en tournant, finit par se fondre dans le marais des « démocrates ». La nouvelle union sacrée de la seconde guerre impérialiste à laquelle participèrent cette fois-ci des « communistes », la participation de ministres « communistes » aux gouvernements bourgeois de « Libération », tout cela marquait, par une répétition tragique, que l'Internationale Communiste était tombée au même niveau que l'Internationale Socialiste, l'Internationale des traités stigmatisée par Lénine.

Toutes ces affirmations trop rapides et trop schématiques, le lecteur trouvera à les étayer par la lecture de nos publications. Nous voulions seulement montrer ici que ceux qui prétendent « construire » le nouveau parti révolutionnaire en négligeant tout cela ou en le mettant provisoirement de côté, prouvent simplement le peu de sérieux de leurs tentatives : « Pas de parti révolutionnaire sans doctrine révolutionnaire ».

UNE LEÇON AMÈRE :

La liquidation de la grève PEUGEOT

La grève Peugeot s'est terminée sur la défaite inéluctable que laissait aisément prévoir l'attitude inqualifiable des syndicats de collaboration de classe. Dans notre numéro précédent nous avons relevé la longue série de capitulations qui constitue la « tactique » syndicale au cours de cette grève et nous en avions suivi les péripéties jusqu'au 13 mai. A cette date les organisations ouvrières avaient rejeté un « projet d'accord » qui se bornait à promettre l'allègement des sanctions prises contre certains grévistes et établissait une discrimination perfide entre les ouvriers qui avaient fait la grève et ceux qui s'en étaient abstenus.

Le 15 mai, alors que l'Inspection du Travail essayait d'amorcer de nouvelles tractations entre les deux parties, Peugeot déclarait brutalement que le « protocole de fin de conflit » qu'elle avait proposé constituait un tout à prendre ou à laisser et que les syndicats, en le refusant, « prenaient la responsabilité de prolonger le conflit ». C'était déjà, dans la bouche de ce patronat de combat, l'affirmation de sa volonté bien arrêtée de briser la grève sans faire aucune concession. Effectivement, tandis que la direction de Peugeot obtenait des autorités civiles le déploiement de police nécessaire à assurer la « liberté du travail », elle mettait en place un vaste dispositif de contre-offensive. Tout d'abord les 14 ouvriers licenciés — dont les syndicats s'étaient un peu vite flattés d'obtenir la réintégration — se trouvaient faire l'objet d'une procédure auprès de l'Inspection du Travail. Ensuite Peugeot fermait d'autorité l'usine pour procéder à une « remise en ordre du matériel », en convoquant à cet effet le tiers environ des effectifs. La manœuvre était claire : il s'agissait de tronçonner le personnel, d'isoler les ouvriers partisans de la grève, d'exercer sur les autres une contrainte morale afin qu'ils rennent tout de suite le travail, enfin de venir à bout des plus acharnés à la lutte par des moyens économiques de pression rendant rapidement impossible la tactique

de harcèlement stérile dans laquelle les syndicats avaient enfermé la grève.

La manœuvre réussit pleinement. Les syndicats essayèrent en vain de dissuader les ouvriers de répondre aux convocations patronales : on ne pratique pas sans danger une politique de capitulations successives plus ou moins masquée, on ne maintient pas impunément une grève de plus d'un mois dans une situation d'isolement complet. La quasi totalité du personnel appelé à la « remise en ordre » des ateliers s'y rendit docilement. Les syndicats n'avaient pas de riposte prête si ce n'est... celle d'envoyer des télégrammes de protestation indignée aux autorités et de leur demander derechef l'ouverture de négociations. Peut-être les dirigeants syndicaux se consolait-ils de leur échec en entendant les bonnes paroles du maire de Montbéliard qui déplorait que la « raison n'eût pas présidé à la recherche d'une solution ». Il s'agissait bien de cela ! Dans les conflits sociaux entre capital et travail, c'est la force qui décide et non pas la raison. Encore moins le droit bourgeois, bien que les syndicats aient brandi des foudres toutes morales, stigmatisant la « manœuvre patronale destinée à dresser les ouvriers les uns contre les autres » (Qu'avaient-ils fait, eux, pour les unir, en dehors de belles phrases sur « l'unité » ?), répétant obstinément, contre toute évidence, que le « droit de grève était régi par une loi » et « qu'aucune sanction ne pouvait être prise contre les ouvriers ».

En fait, Peugeot, après avoir joué avec succès la carte de l'intimidation en maintenant les sanctions prises, sut utiliser une arme parfaitement « légale » en régime capitaliste : la sanction économique qui fut comme un coup bas dans le ventre creux de grévistes perdant inutilement leur argent depuis plus d'un mois. La direction prévint officiellement les ouvriers qui officieusement à de nouveaux débrayages qu'ils ne pourraient reprendre le travail que le surlendemain. Cette mesure, si les arrêts de travail se prolongeaient, ferait

perdre aux grévistes les trois-quarts de leur salaire : la grève-guerilla, après avoir perdu la plus grande partie de ses hommes, se voyait maintenant pilonnée par l'artillerie lourde du capital. 2.700 ouvriers, pourtant, tinrent bon une fois encore. Peugeot intensifia l'offensive : il les prévint qu'ils se trouvaient désormais placés en « rupture de contrat de travail ».

Ce « dernier carré » devait fatalement succomber, mais sans que ses chefs aient eu au moins le courage de jeter à l'ennemi le mot de Cambronne. Bien au contraire, les dirigeants syndicaux continuèrent à implorer du patron la reprise des tractations. Ce dernier, en position de force, devint gourmand. Le syndicat proposant à nouveau le « protocole d'accord » qu'il avait précédemment rejeté comme infamant, la Direction Peugeot déclara que la situation n'était plus la même et que ce protocole « ne pouvait plus constituer la base de départ de discussions ». Autrement dit Peugeot exigeait des grévistes qu'ils vinssent en chemise et cordé au coup faire leur soumission, se réservant le droit de poursuivre en justice ceux qu'elle avait sanctionnés.

Deux choses qui se réalisèrent ponctuellement.

Avec une candeur désarmante... ou une hypocrisie sans nom les responsables syndicaux ont « découvert » au cours de cette grève, que le heurt entre les ouvriers de Peugeot et leur patron représentait le point crucial d'un affrontement général du patronat et de la classe ouvrière. Il était un peu tard pour s'en rendre compte. Ce n'est pas la première fois que l'issue d'une vague de grève décide du « climat social » pour toute l'année et la capitulation que les syndicats dissimulent en présentant ces grèves comme des affaires restreintes commande en réalité le rapport des forces entre les classes pour toute la période qui suit.

On espère chaque fois, jusqu'ici en vain, que les ouvriers comprendront qu'il faut abandonner les escarmouches pour préparer une action générale qui doit partir, au moins, d'un mouvement illimité de tout le secteur intéressé.

Pour une direction révolutionnaire des syndicats

La première partie de ce texte est parue dans notre numéro de mai sous ce titre :

« LE BILAN DE FAILLITE DE LA POLITIQUE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE
DES CENTRALES SYNDICALES ET LA LIGNE PROGRAMMATIQUE ET TACTIQUE
DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL »

17. — Le début de marasme économique de certains secteurs (dans l'automobile notamment) a mis en lumière l'incapacité des chefs syndicaux de proposer au prolétariat des solutions efficaces en vue de la défense du salaire et de l'emploi ; il a démontré clairement aussi l'impossibilité absolue en régime capitaliste d'éviter les désastres économiques et d'obtenir une évolution harmonieuse de l'économie. De nouvelles crises, plus profondes, entraîneront le heurt inéluctable entre prolétariat et Etat capitaliste pour mettre un terme à cette course folle vers la destruction des hommes, des ressources et des énergies.

18. — Les communistes révolutionnaires, sur la foi de l'expérience séculaire des luttes prolétariennes, constatent que les traités qui dirigent les syndicats n'abandonneront leur poste que s'ils en sont chassés par les ouvriers, à la suite de la lutte longue et générale qui doit épurer les rangs du prolétariat de tous les agents, déclarés ou déguisés, de la bourgeoisie. Cette lutte, forme évoluée de la lutte de classe, ne pourra voir le jour que si les prolétaires cessent d'obéir passivement aux directives opportunistes pour affirmer énergiquement leur volonté de défendre, par tous les moyens, leur existence, leurs salaires, leurs emplois. Elle ne sera effective que si les prolétaires se refusent à la défense des intérêts nationaux, patriotiques, démocratiques, constitutionnels, derrière lesquels se cachent toujours les privilèges capitalistes. Elle ne sera efficace qu'à la condition de ne pas subordonner les revendications économiques à la revendication démagogique des réformes de structure.

19. — Cette lutte ne sera donc possible que si le prolétariat fait sien le programme révolutionnaire communiste ; elle ne sera victorieuse que si le prolétariat est dirigé par son parti de classe, le parti communiste international. Pour atteindre ce but les communistes révolutionnaires ne se proposent pas de créer de nouveaux syndicats. Tant qu'il sera possible de développer une activité révolutionnaire dans ceux qui existent actuellement ; tant que la CGT ne renoncera pas formellement à la tradition de classe dont elle se réclame et tant que ses dirigeants n'opposent pas d'obstacles insurmontables à l'activité des communistes en son sein, ces derniers continueront à y lutter en œuvrant à la constitution de

groupes communistes révolutionnaires défendant le programme du parti et postulant à la direction du syndicat.

20. — L'affirmation du programme communiste révolutionnaire au sein des syndicats garantira le développement révolutionnaire de la lutte des masses, condition préalable et essentielle pour que les syndicats ne soient pas absorbés par l'Etat capitaliste et puissent constituer l'organisation unitaire du prolétariat en vue de la défense de ses intérêts économiques et de la préparation de l'assaut pour la prise du pouvoir.

21. — Ce qui sépare encore (quoique de moins en moins) la C.G.T. des centrales jaunes, Force Ouvrière et C.F.D.T., c'est sa prétendue "opposition" à la politique du "pouvoir personnel" ; opposition toute verbale et qui s'accompagne d'une véritable collaboration entre le syndicat et les organismes gouvernementaux tels que Commission du Plan, Conseil économique, etc... Mais cette attitude équivoque devient de plus en plus difficile à maintenir au fur et à mesure que s'aiguisent les conflits entre les masses déshéritées d'une part et les classes privilégiées et leur Etat d'autre part. La C.G.T. ne saurait indéfiniment dissimuler le contenu réel de sa politique. En réalité, comme elle se déclare gardienne fidèle des principes démocratiques, elle se met objectivement au service du capital et enchaîne les conditions et la destinée du prolétariat à celles de l'Etat capitaliste. D'après l'enseignement de Lénine et de la gauche communiste internationale, les syndicats ne peuvent poursuivre une politique indépendante des partis : ou ils sont sous l'influence des partis opportunistes, c'est-à-dire des agents du capitalisme, ou ils sont guidés par le parti communiste révolutionnaire. Contrôlée par le P.C.F. dégénéré qui a sacrifié la lutte de classe et la dictature du prolétariat à la sauvegarde de la démocratie, la C.G.T. relève indiscutablement du premier cas.

22. — L'action des communistes révolutionnaires au sein des organisations de masse est donc essentielle car elle permet de démasquer la politique contre-révolutionnaire des dirigeants, engage les prolétaires à exiger plus de fermeté dans la conduite de la lutte et le choix des objectifs contingents et à veiller à ce que ne se produisent pas de collusion entre les chefs syndicaux et les directions d'entreprise. Par la constitution des sections syndicales d'entreprise, les centrales visent à confiner encore plus les prolétaires dans les lieux de travail et à restreindre davantage les possibilités d'une action générale des masses.

La première tâche des communistes est justement de lutter contre le corporatisme engendré par l'action limitée à l'entreprise et de donner à tout le prolétariat une vue générale des problèmes économiques et politiques, d'imprimer aux luttes un caractère de classe qui dépasse non seulement les limi-

tes restreintes de l'entreprise mais aussi celles de la catégorie et du secteur, de la région et de la nation, de réaffirmer que la lutte du prolétariat doit être une lutte internationale contre un régime, le capitalisme, qui étend sa domination au monde entier.

23. Les communistes révolutionnaires appellent les prolétaires à faire cesser la pratique ignoble des grèves chronométrées avec préavis aux directions patronales, à l'autorité gouvernementale et à la police. Ces grèves n'inspirent aucune crainte à la bourgeoisie et quand elles prennent un caractère de classe imprévu du fait de l'initiative spontanée des ouvriers, elles donnent l'occasion au patronat de donner libre cours à sa haine de classe qui se traduit par des vexations, des licenciements et des arrestations de prolétaires. La grève telle qu'elle est utilisée actuellement par les centrales contre-révolutionnaires est une arme émoussée qui se retourne contre les ouvriers. Seule la grève surprise la plus étendue possible atteint réellement les intérêts économiques du capitalisme tout en empêchant de préparer des moyens de défense et de contre-attaque immédiats et efficaces.

24. — Les communistes révolutionnaires ne prétendent pas détenir une formule magique qui leur permettrait, dès qu'ils auraient la direction des syndicats, de garantir le succès entier et permanent des luttes revendicatives.

Militants du parti de classe, ils savent bien que toute conquête est éphémère en régime capitaliste et que le succès immédiat des luttes revendicatives est subordonné à la prise de conscience, par les masses, de l'inévitabilité de la victoire finale du communisme sur le capitalisme.

C'est pourquoi ils proposent toujours des objectifs immédiats qui renferment des éléments capables d'unir et non de diviser les innombrables catégories en lesquelles le capitalisme a fractionné les travailleurs pour en dominer plus aisément les forces et les intérêts ; des éléments qui donnent aux luttes ouvrières un caractère général afin de les élever à la forme politique supérieure des combats de classe ; des objectifs dont la réalisation, ou même seulement la forme de lutte qu'ils impliquent entament les intérêts capitalistes et obligent l'Etat capitaliste à jeter son masque infâme d'Etat de la nation et du peuple, d'Etat démocratique et à présenter son visage réel d'instrument de la dictature du capital.

Les objectifs caractéristiques de cette méthode révolutionnaire communiste sont : la réduction de la journée de travail sans diminution de salaire ; l'augmentation des salaires, substantielle et égale pour tous ; le paiement de leur salaire aux ouvriers expulsés de la production et mis au chômage (au lieu des aumônes et des subsides de misère) ; la suppression des primes de rendement, de production et des heures supplémen-

taires à remplacer par une augmentation générale des salaires.

25. — Le mythe des conventions collectives, de même que tout type d'accord contractuel, affaiblit la lutte ouvrière en la déplaçant du terrain des conflits sociaux pour la porter sur le terrain des contestations juridiques. En adoptant la pratique chicanière des "discussions" autour du tapis vert, les centrales syndicales minent l'instinct de classe des ouvriers et lui substituent insidieusement la conviction trompeuse selon laquelle tout peut se résoudre à l'aide d'une "bonne" convention collective. Lorsque les directions d'entreprise durcissent leur position, les Centrales entament des controverses dans les bureaux ministériels pour glaner quelques ajustements de forme et des compromis équivoques à seule fin de détourner l'attention des travailleurs de l'importance politique de classe des luttes revendicatives. Ainsi elles parviennent à émousser la colère des ouvriers en les laissant dans l'attente de la solution juridique du différend. Les conditions de travail et de salaires sont essentiellement déterminées par l'état du rapport des forces entre prolétariat et capital. Le contenu plus ou moins favorable ou désavantageux des contrats et conventions se définit dans la lutte, dans les grèves, dans la rue. Il n'existe pas de convention présentant la moindre garantie pour les prolétaires s'ils ne se défendent pas par le moyen d'actions quotidiennes frappant durement les classes bourgeoises.

26. — Afin de regrouper les forces prolétariennes, d'unifier leurs efforts et leurs luttes, les communistes révolutionnaires proposent de revenir à la fonction traditionnelle des Bourses du Travail où s'assemblent tous les prolétaires, sans souci des catégories et des secteurs, des ateliers et des entreprises, en des rencontres où ils connaissent ce contact physique et naturel qui leur donne confiance dans leurs propres forces, rompt l'isolement auquel ils sont contraints sur les lieux de travail, rappelle à leur conscience qu'ils sont une classe et non de simples appendices de l'appareil de production capitaliste.

Les communistes révolutionnaires revendiquent donc des assemblées et des rencontres

fréquentes entre prolétaires par quartiers et arrondissements et non, comme cela se produit presque toujours, des réunions d'un nombre restreint de dirigeants qui, dans le secret de leurs bureaux, s'emploient avant toute chose à défendre leurs positions de bureaucrates payés avec les cotisations des salariés.

27. — Dans la lutte qui ne manquera pas de reprendre, le prolétariat sera engagé sur deux fronts : contre les classes privilégiées et leur Etat central, contre les partis et les chefs syndicaux opportunistes. Tous les travailleurs sont appelés à cette lutte et le Parti Communiste International fait confiance à la fraction du prolétariat la moins rétribuée et la plus exploitée pour apporter les ferments nécessaires à la lutte révolutionnaire de classe.

28. — A l'encontre de ce qu'avance le programme de la C.G.T. qui ne veut que "réformer" le capitalisme et "améliorer" la démocratie, les prolétaires doivent se proposer, dans le syndicat comme hors du syndicat, la destruction du système social actuel. Sinon ils se condamnent à perpétuer leur condition d'esclaves modernes que le capital contraint périodiquement à verser leur sang sur l'autel de la défense de la patrie après les avoir contraints toute leur vie à verser leur sueur pour la défense de l'économie nationale.

PROLETAIRES
DE LANGUE
ITALIENNE

Lisez :

il PROGRAMMA
COMUNISTA

Journal bi-mensuel

et

SPARTACO

Bulletin de lutte

syndicale

Spécimen gratuit

et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Prolétaire"

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert

Sans commentaires...

Les journaux nous ont appris que M. Frachon, secrétaire de la C.G.T. a été reçu à l'Elysée par le général de Gaulle. Nous avons eu la chance de remettre la main sur une vieille feuille qui nous rappelle ce que la C.G.T. pensait en 1958 de ses rapports avec le chef de l'Etat. Sous le titre « Pourquoi la C.G.T. ne s'est pas rendue à l'invitation du général-Président », la "Voix des P.T.T. de Provence", organe C.G.T. numéro spécial de 1958, écrit : « Pour la C.G.T., répondre à l'invitation aurait été de sa part une caution, une légitimation de ce pouvoir imposé par la faction ; de plus cela aurait fait croire ou tendu à faire croire aux travailleurs que tout allait changer, que des assurances avaient été données à l'organisation syndicale, qu'ils pouvaient dormir sur leurs deux oreilles. »

« Et puis les millions et les millions de travailleurs que nous avons appelés à protester contre l'instauration du pouvoir personnel et qui l'ont fait par la grève et les manifestations diverses, n'auraient pas admis que leurs dirigeants aient une autre attitude que celle ferme et di-

gne adoptée par la C.A. de la C.G.T. et que les travailleurs, les républicains comprennent dans leur immense majorité ».

Sans doute les dirigeants de la C.G.T. espèrent que les travailleurs "comprendront" leur nouvelle attitude à l'égard du chef de l'Etat. Nous l'espérons aussi, nous espérons qu'un jour ils comprendront vraiment dans quelles mains ils placent encore le sort de leur classe.

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »

3 et 5 boulevard Desplaces

MARSEILLE (X^{ème})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris

Distribué par les N.M.P.P.

LISEZ
PROGRAMME
COMMUNISTE

Revue théorique
trimestrielle du Parti
Communiste International

Le numéro : 2,50 F (Belgique 25FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec "Le Prolétaire" : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - Spécimen gratuit sur demande.